

Conseil départemental de la Manche  
**Groupe de la Gauche Sociale et Écologiste (GSE 50)**

Séance plénière du 3 avril 2026

**BUDGET PRIMITIF 2026 DU BUDGET PRINCIPAL**

**Karine DUVAL**

Présidente du groupe

Conseillère départementale, canton de Cherbourg-en-Cotentin 2

au nom du groupe

---

Monsieur le Président, cher.e.s Collègues,

Quand j'ai découvert ce document, quand j'ai lu les propos introductifs, je me suis surprise à penser que nous aurions pu écrire la même chose ou presque. Le discours, ce qui est mis en avant donne le ton d'un budget très social... C'est donc avec encore plus de curiosité que j'ai poursuivi l'étude de ce document particulièrement dense mais pour autant, très clair.

Évacuons, tout de suite la question de la nouvelle présentation. C'est la troisième depuis le début du mandat, elle ne permet pas une comparaison fiable, dans le détail, de l'évolution d'une année sur l'autre... C'est regrettable mais, reconnaissons que c'est certainement un mal nécessaire. Il était vraiment urgent de changer de logiciel financier et de pouvoir, enfin, travailler, nativement, sur une comptabilité analytique permettant une bien meilleure évaluation financière de nos politiques publiques. Aujourd'hui, dans cette

présentation soignée, claire, détaillée et fonctionnelle, nous ne voyons que le résultat, il y a eu un travail de fond long et exigeant réalisé par l'ensemble des agents de notre collectivité. Nous souhaitons, à cette occasion, les en remercier. Cet outil est indispensable pour nous, élus, dans une collectivité aussi vaste et aux nombreuses compétences.

Cela dit, regardons le fonds et voyons si le contenu correspond vraiment à l'affichage. Alors oui, évoqué lors du compte administratif, nous parvenons, cette année à conjurer l'effet ciseau ce qui nous ouvre des marges de manœuvre. Dans un contexte économique favorable au territoire, nous entrons, certainement, dans une nouvelle phase de développement. L'attractivité du Département devenue presque un étendard. Mais ces atouts, s'ils sont manifestes, créent aussi des besoins et exigences et imposent d'aborder, d'une manière différente, nos politiques publiques départementales. Au fond une question traverse ce budget : comment allons-nous prioriser ces marges de manœuvre ? Que faisons -nous aujourd'hui pour préparer la Manche de demain ?

- On parle de cohésion sociale, de cohésion territoriale,
- On parle des grands enjeux comme le dérèglement climatique qui s'accélère,
- On parle des chocs démographiques : vieillissement d'un côté, baisse de la natalité de l'autre...
- On parle de la santé, des services publics,
- On parle de mobilités, dans un contexte de crise énergétique,
- On parle de logement...

Les sujets sont nombreux, les enjeux sont considérables. Et pourtant il faut bien le dire, votre budget, conçu dans une logique de gestion, paraît austère et très en deçà de ce que la situation exige. On peut alors se poser une question : Cherchons-nous à optimiser les politiques publiques ou les dépenses ? Car dans les faits l'optimisation s'applique aux plus fragiles. Certes la rigueur budgétaire est nécessaire mais elle ne doit pas devenir une politique en soi. Sinon ce sont le plus pauvres qui en subissent les conséquences : c'est votre choix politique !

Alors oui, 57,6 % du budget total est consacré à l'action sociale. C'est logique, c'est notre compétence première. Mais lorsque l'on regarde plus en détails, on constate qu'il s'agit, comme je l'appellerai, de l'action sociale « subie »... c'est-à-dire que, finalement, la quasi-totalité de ce que nous dépensons, ce n'est pas par choix ou priorité, il s'agit simplement d'appliquer la loi. Cela ne date pas d'hier dans le département, puisque nous n'avons jamais porté de politiques volontaristes en matière de solidarité. Je ne vais pas revenir sur ma démonstration lors du compte administratif, mais oui, des marges de manœuvre qui sont les nôtres, vous faites le choix du désendettement, du rétablissement de la caf nette et d'autres indicateurs de gestion, plutôt que de miser massivement sur la prévention. Quand je parle de prévention, c'est une transformation politique profonde un choix structurant sans commune mesure avec les quelques politiques actuelles. Cette « dette pour le social », cet investissement sur l'humain, est pour nous la clé de l'avenir surtout dans le cadre de contraintes budgétaires certaines.

Nous avons évoqué, lors d'une précédente plénière, à l'occasion d'un mouvement des personnels de l'action sociale, ce que l'on appelle maladroitement, le « calibrage » des nouveaux pôles d'action sociale. Si on ajoute à cela, la mise en œuvre de la loi plein emploi en misant sur l'accompagnement des RSA emploi tremplin, ceux le plus proche de l'emploi... On voit, sur le terrain, que nous faisons fausse route et que nous prenons ces enjeux à l'envers. Déjà, la situation catastrophique de la prévention concernant l'enfance en danger, les mois d'attente pour la mise en place de mesures éducatives, la dégradation des situations, l'explosion des informations préoccupantes, nécessitent, plus que jamais des moyens, polyvalents au niveau de nos travailleurs sociaux. Sur l'insertion, dans un département proche du plein emploi, avec des perspectives fortes de développement économique - je le rappelle 3<sup>ème</sup> département de France avec le plus petit taux de chômage - le public des RSA tremplin représente, quoi ? 10% des bénéficiaires ? Nous faisons fausse route. Puisque, par-dessus tout, nos moyens devraient permettre d'accompagner ceux qui sont le plus loin de l'emploi, ceux qui restent sur le bord de la route de ce développement que nous saluons par ailleurs. Je ne vais pas aller plus loin pour ne pas être trop longue mais voyez combien nous faisons fausse route. A ce sujet, nous avons reçu, en février, un courrier très éclairant, des professionnels du pôle d'action sociale Cherbourg-Val de Saire : c'est éloquent ! Je vous invite, chers collègues à le relire. Ce sujet viendra, dans les prochains mois et nous en reparlerons certainement lors de la plénière de juin. Qu'est-ce que cela montre : à côté de l'affichage, il y a la réalité de l'action, il y a les choix qui sont faits, il y a la logique politique et budgétaire.

Ce que nous voulons dire, et je sais que nous serons minoritaires à aller dans mon sens, c'est que nous pouvons, avec les mêmes données financières, choisir d'agir autrement, choisir, non pas la gestion, mais l'ambition, bouger les lignes, sortir des conservatismes... répondre aux enjeux, aux évolutions profondes qui sont celles de notre 21<sup>ème</sup> siècle.

Ce que j'ai décliné sur l'action sociale, parce que c'est le cœur de nos compétences, nous pourrions le faire sur l'éducation... nous avons débattu ici de nos visions divergentes à ce sujet. Nous pourrions le faire sur les infrastructures et les mobilités... pareil, je vous renvoie à de nombreux débats ici. Nous pourrions parler, santé... vous connaissez nos positions... et seulement 500.000 € (0,08 %) d'euros au budget, c'est très insuffisant par rapport aux enjeux du vieillissement et de la santé mentale par exemple. Oui, ces sujets comme d'autres encore marquent une vraie différence de perception, de perspective.

Alors, vous l'avez compris, vous le savez, nous ne voterons pas ce budget. Nous n'avons juste, pas la même approche globale. Bien sûr, nous continuerons, tout au long de nos plénières et commissions permanentes, de soutenir les projets, les initiatives qui vont dans le bon sens. Mais aujourd'hui, nous parlons d'une vision d'ensemble, d'un cap et nous ne pouvons pas nous contenter de ce qui est proposé... aussi bien présenté que cela l'est.

★ ★

★